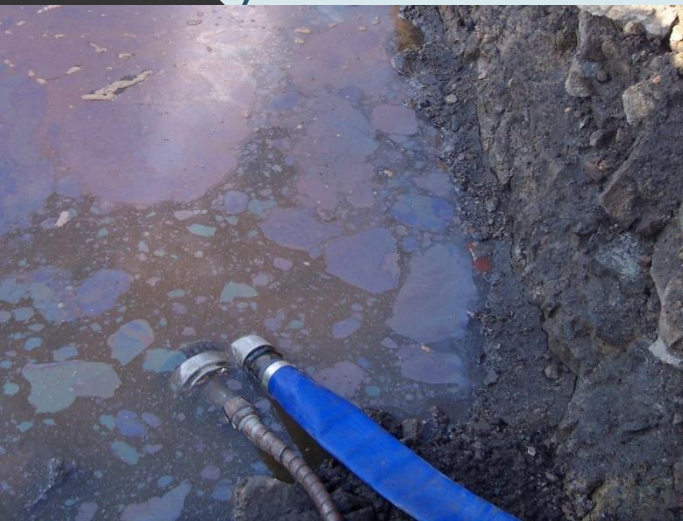




Intersol 2015 – Congrès-Exposition Internationale sur les Sols, les Sédiments et l'Eau

Table ronde / Round table

La certification des prestataires de la gestion des sites et sols pollués en France : état des lieux après 4 années
The certification of providers managing polluted sites and soils in France : update after 4 years

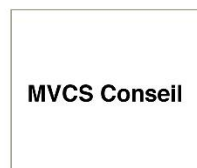
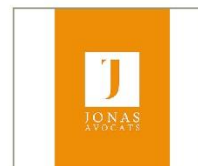
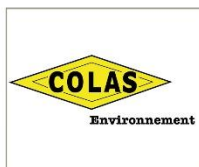


Animée par
Dr. Thierry BLONDEL

Président UCIE

www.ucie.org





Certification SSP en France (2011)

*Quelques retours de donneurs d'ordres
et de prestataires, certifiés ou non,
après 4 années de mise en œuvre*

Retours de donneurs d'ordres sur la certification SSP :

Points positifs :

- Référence aux Codifications des prestations en Gestion SSP (*cf. Norme AFNOR X31-620 en 4 parties de juin 2011*)
- Certification attendue par les donneurs d'ordres, car besoin d'homogénéité, de compétences, et de clarification dans les tarifs et les prestations des entreprises et BE spécialisés en Gestion SSP.

Points à revoir / à améliorer :

- Depuis la mise en place de la certification : montée globale en qualité des prestations. TOUTEFOIS, les donneurs d'ordres constatent que la qualité intrinsèque des études et prestations certifiées reste très inégale ;
- Les donneurs d'ordres vérifient en premier lieu le respect du cahier des charges, le coût des prestations, les délais de réalisation, la qualité attendue des livrables ; la certification SSP intervient dans le choix des donneurs d'ordres au cas par cas (*hors demande faite par l'administration*).

Constats :

- La réputation et la confiance en la structure, ou en la personne (*études*) qui réalise une prestation SSP, sont les critères privilégiés en premier lieu par les donneurs d'ordres interrogés, *avec le coût des prestations*.

Retours de prestataires certifiés SSP :

Points positifs :

- La certification SSP était attendue par de nombreux prestataires ; elle permet de donner un poids supplémentaire aux prestations en Gestion SSP (études et travaux) réalisées selon les méthodologies nationales en vigueur et selon les codifications de la norme X31-620 de juin 2011 ;
- Amélioration de l'organisation interne, et du suivi « clients et dossiers ».

Points à revoir / à améliorer :

- Concernant la certification SSP actuellement en place, il faut **renforcer** la part des audits relative aux aspects techniques de nos métiers et à l'expérience des prestataires (cf. ***réelles compétences SSP***), et **ajuster** en conséquence les aspects purement administratifs actuellement trop mis en avant lors des audits, qui sont très « ISO 9000 » ou « QHSE » ;
- Le coût global de la certification (*coûts directs et indirects*) est très cher !

Constats :

- Pour les prestataires certifiés interrogés, l'investissement financier et également en temps passé, nécessaire pour arriver à la certification SSP, ne se justifie pas au regard du manque actuel de plus-value, et du sentiment de « manque de reconnaissance » malgré les efforts fournis.

Retours de prestataires non certifiés SSP :

Espérance :

- La certification SSP avait initialement pour objet de donner du crédit aux prestations en Gestion SSP, notamment en termes de qualité des livrables, ceci afin de permettre une meilleure visibilité des métiers SSP et également de tous les prestataires spécialisés et d'expériences.

Freins existants :

- Pour les « petites et moyennes » structures non certifiées, le principal frein à la certification réside dans le coût global élevé (*coûts directs et indirects*) de cette dernière ; il y a trop de contraintes administratives ;
- Pour une « petite structure », le coût final de la certification est largement plus élevé - *une fois rapporté à son chiffre d'affaires et aux contraintes de mise à disposition du personnel nécessaire pour la préparation des audits et pour le suivi des engagements du référentiel* - que pour une « grosse structure ».

Constats :

- La certification actuelle est discriminante, voire prône le prosélytisme.
- Les structures unipersonnelles, ou avec un seul salarié, ainsi que les experts SSP et les AMO indépendants, *avec 20 ou 30 ans d'expériences*, ne peuvent être certifiés à cause d'un référentiel et d'une norme X31-620 inadaptés, du moins sous leur forme actuelle !

Voies possibles d'amélioration ou de progrès :

3

Baisser le coût global de la certification :

- Augmenter la durée de validité de la certification (*passer de 3 à 5 ans*), avec des audits de suivi à 2,5 ans, et cela pour toutes les structures ;
- Revoir la grille tarifaire de l'organisme certificateur *ou*
- Ouvrir à la concurrence la réalisation des audits de certification.

Stopper la course au prosélytisme :

- Tous les types de structures, y compris unipersonnelles, ont le droit de demander ou de prétendre à une certification ou un agrément SSP ;
- Les experts SSP et les AMO indépendants peuvent pouvoir être certifiés ou agréés dans le cadre de leurs prestations spécifiques, sur la base d'une norme X31-620 et/ou d'un référentiel restant à réviser ou à définir.

Jouer la carte d'une certification « métier » :

- Les audits de certification doivent être réalisés par des auditeurs ayant une expérience de terrain (*de plusieurs années*) dans le domaine SSP ;
- Les audits réalisés dans le cadre de la certification SSP doivent réellement valoriser la qualité des prestations effectuées (cf. **certification « métier »**) et mettre en avant l'expérience des structures auditées et de leurs intervenants (cf. « *management* » et « *terrain* »), *en arrêtant par ailleurs de définir des « non-conformités » parfois plus que subjectives...*